

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 679 / octobre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2021

La conjoncture économique à la Martinique

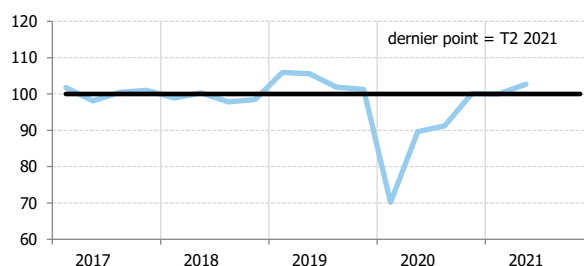
Hausse de l'activité, selon l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2021, le climat conjoncturel s'améliore par rapport au trimestre précédent, malgré les mesures de restrictions imposées par le 3^e confinement (du 17 avril au 9 mai 2021)¹. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se hisse au-dessus de sa moyenne de longue période (100 points), à 102,7 points (+2,7 points), suggérant que l'activité économique est en expansion.

La progression de l'ICA tient à la hausse des soldes d'opinions relatifs au trimestre en cours (2^e trimestre), en particulier les soldes d'activité et de prix. Les soldes de gestion (délais de paiement et trésorerie) s'améliorent. Les soldes d'opinions concernant le trimestre à venir (3^e trimestre) contribuent négativement à la progression de l'ICA. Les entreprises interrogées anticipent en particulier un ralentissement du rythme de leurs investissements, une dégradation de leur trésorerie et une baisse de leurs effectifs.

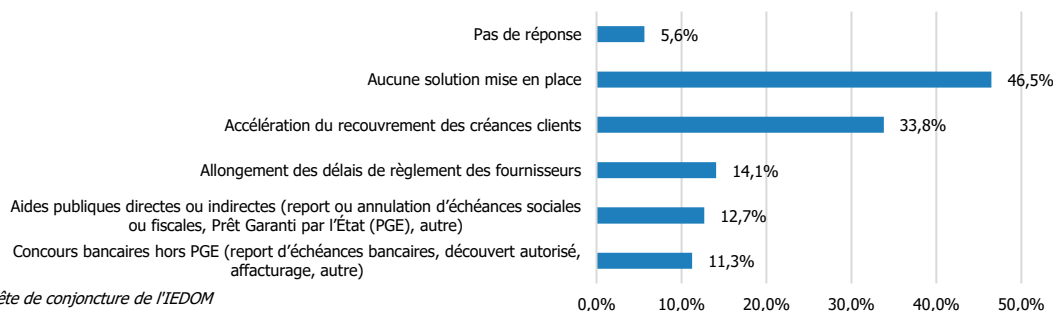
Plus généralement, une majorité d'entreprises (77,2 %) déclare un chiffre d'affaires en progression ou stable au deuxième trimestre 2021, par rapport au deuxième trimestre 2020. Elles sont également une grande majorité (81,9 %) à anticiper un chiffre d'affaires en hausse ou stable en 2021. Par ailleurs, elles déclarent continuer à bénéficier, au deuxième trimestre 2021, de concours financiers destinés à les aider à faire face aux difficultés de trésorerie. Elles sont néanmoins moins nombreuses (12,7 %) qu'au premier trimestre (26,0 %) et qu'à la fin de l'année dernière (35,3 %) à solliciter des aides publiques, dont les prêts garantis par l'État (PGE). Elles sont en revanche toujours plus nombreuses (11,3 % contre 9,4 % à fin mars et 5,9 % à fin décembre) à avoir recours à des concours bancaires hors PGE (report d'échéances bancaires, découvert autorisé, affacturation, autre), suggérant une normalisation des modes de financement de leur activité.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les mesures de trésorerie au T2 2021



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ À partir du 10 mai, ces mesures sont levées progressivement.

Interrogés sur leurs plus grandes craintes concernant l'activité économique dans les mois à venir, 26,8 % des chefs d'entreprise évoquent la prolongation des restrictions sanitaires ; 18,3 % des chefs d'entreprise suggèrent le manque de débouchés client (qui constitue la crainte principale pour 43 % des entreprises ayant évoqué ce problème) ; et 16,9 % mentionnent les difficultés d'approvisionnement (première source d'inquiétude pour 40 % des entreprises ayant évoqué ce problème).

Globalement, bien que la majorité des chefs d'entreprise semble optimiste pour le futur, un chef d'entreprise sur huit déclare un risque de défaillance pour sa structure au cours des douze prochains mois.

Hausse des prix

À fin juin 2021, l'indice des prix enregistre une hausse de 0,8 % par rapport à fin mars 2021. L'énergie (+5,8 %) est le poste qui contribue le plus à cette dynamique (+0,5 pt). Dans une moindre mesure, les produits manufacturés (+0,7 %) et les services (+0,4 %) contribuent également à la hausse des prix (+0,2 pt chacun). Seuls les prix de l'alimentation (-0,5 %) s'inscrivent en baisse ce trimestre et contribuent négativement à la variation de l'indice (-0,1 pt).

En variation annuelle (entre juillet 2020 et juin 2021), l'inflation est en hausse à +1,9 %, tirée par les prix de l'énergie (+19,1 %) et dans une moindre mesure par les prix des produits manufacturés (+1,4 %) et des services (0,7 %).

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM indiquent également avoir relevé leurs prix au deuxième trimestre 2021 et anticipent une nouvelle augmentation au troisième trimestre.

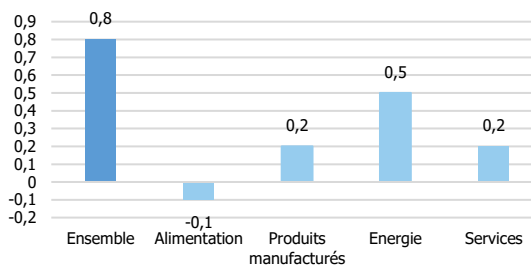
Forte progression de l'emploi

À fin juin, les effectifs salariés en Martinique sont en nette hausse (+2 300 emplois environ selon l'Insee) par rapport au premier trimestre. À cet égard, l'enquête de conjoncture indique que la proportion d'entreprises qui recrutent au T2 progresse significativement (16,9 % après +7,7 % au T1 et +7,0 % au T4 2020). Les offres d'emploi progressent fortement également (+26,9 %).

Cette amélioration des conditions sur le marché du travail semble peu bénéficier aux demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A), dont le nombre (37 890 personnes) est stable (+0,1 %) à fin juin, en variation trimestrielle. Dans le détail, la catégorie des 25-49 ans s'inscrit en baisse (-0,8 %) et les demandeurs de moins de 25 ans (+2,2 %, CVS) et de plus de 50 ans (+0,7 %) sont plus nombreux sur le trimestre par rapport au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate) diminue significativement en revanche (-3,1 % après +7,0 % à fin mars 2021, CVS), suggérant que le marché de l'emploi se normalise.

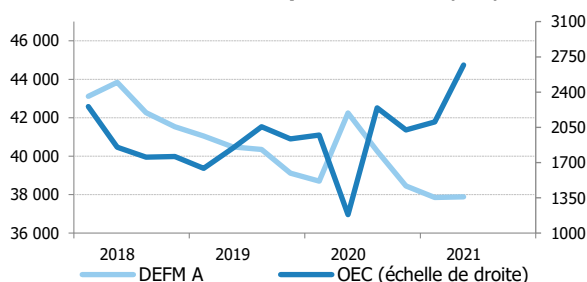
Selon l'enquête de conjoncture, un peu plus d'une entreprise sur cinq recourt au chômage partiel au deuxième trimestre. Cette légère hausse par rapport au trimestre précédent reflète l'impact du 3^e confinement. L'enquête révèle également que 42,3 % des entreprises n'appliquent aucune mesure spécifique de gestion de l'emploi (contre 52,7 % au premier trimestre 2021), alors que la part de celles qui pratiquent le télétravail (21,1 % contre 22,0 % au T1) est stable et que les arrêts maladie pour Covid-19 (16,9 % contre 7,7 % au T1 et 0,0 % au T4) augmentent.

Contributions des principaux postes à l'inflation (variation trimestrielle, point de %)



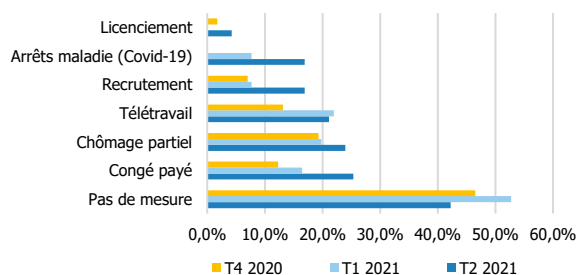
Source : Insee

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

Mesures mises en place pour l'emploi



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le rebond de la consommation s'affaiblit

Au deuxième trimestre, le 3^e confinement contribue à modérer et différencier la consommation des ménages. Une majorité des commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrit une activité commerciale dégradée en raison de la fermeture de leur établissement. Les importations de biens de consommations durables (-20,9 %, CVS) et non durables (-30,9 %) traduisent ce ralentissement entre le premier et le deuxième trimestre 2021. En revanche, les secteurs automobile et distribution, restés ouverts pendant le confinement, limitent le recul des ventes (-0,5 % sur le trimestre, CVS) pour le premier et enregistrent une hausse de chiffre d'affaires (+1,2 %, CVS) pour le second.

Plus globalement, le rebond de la consommation des ménages s'est affaibli au deuxième trimestre : les transactions par cartes bancaires s'inscrivent en repli, tant en nombre (-3,4 %) qu'en montant (-2,1 %) par rapport au premier trimestre 2021. En conséquence, l'épargne des ménages continue de progresser (+1,8 % à fin juin contre +1,1 % à fin mars), notamment les dépôts à vue (+3,5 % à fin juin contre +1,1 % à fin mars).

Enfin, la vulnérabilité financière des ménages diminue. Si le nombre de dépôts de dossiers de surendettement (+1,1 %) augmente ce trimestre, en lien avec les restrictions de déplacement, le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-4,2 %), de retraits de cartes bancaires (-2,3 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-4,7 %) reculent sur les trois derniers mois.

Ralentissement des prévisions d'investissement

Les intentions d'investir fléchissent au deuxième trimestre. L'optimisme des chefs d'entreprise relevé en début d'année est mis à mal par les mesures de restriction d'activité du 3^e confinement. Ces mesures sont de nature à introduire davantage d'incertitude et poussent plus de chefs d'entreprise à reporter leurs projets d'investissement.

Si les secteurs du BTP, de l'agroalimentaire et dans une moindre mesure du commerce poursuivent leurs efforts d'investissement, dans l'industrie, le tourisme et les services aux entreprises, les entrepreneurs révisent leurs anticipations à la baisse. À ce titre, les importations de biens d'investissement (-18,4 %, CVS) et la livraison de locaux commerciaux (dont les attestations de conformité électrique délivrées diminuent de 7,5 %, en CVS) reculent ce trimestre.

En termes de vulnérabilité des entreprises, la situation se dégrade. Les impayés sur effet augmentent à la fois en montant (+22,4 % à 0,7 M€) et en nombre (+23,0 %, à 139 M€) au deuxième trimestre. En revanche, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de baisser (-2,2 % en variation trimestrielle, -16,2 % en glissement annuel).

Contraction des échanges extérieurs

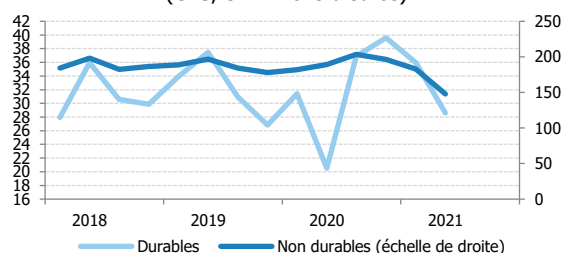
Hors produits pétroliers, les exportations diminuent de 39,8 % (CVS), tirées par la contraction des exportations de produits agroalimentaires (-39,0 %, CVS) et de produits agricoles (-40,2 %, CVS), dont la baisse des exports de bananes (-3,8 %, CVS).

De leur côté, les importations hors produits pétroliers sont également en baisse ce trimestre (-21,1 %, CVS). Cette évolution résulte du recul des importations des autres produits industriels (-21,3 %), des biens d'équipements mécaniques et matériels électriques (-15,5 %, CVS), du matériel de transport (-14,0 %, CVS) ainsi que de la baisse des imports de l'industrie agroalimentaire (-13,7 %, CVS).

Les échanges de produits pétroliers suivent des trajectoires opposées ce trimestre. Les importations diminuent (-20,4 %, CVS) alors que les exportations progressent (+58,5 %, CVS).

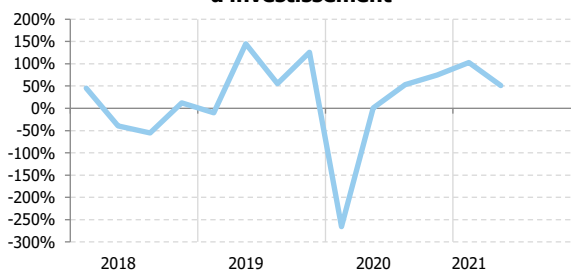
Au total, les importations (-39,8 %, CVS) et les exportations (-12,3 %, CVS) totales sont en repli ce trimestre.

Importations de biens de consommation
(CVS, en millions d'euros)



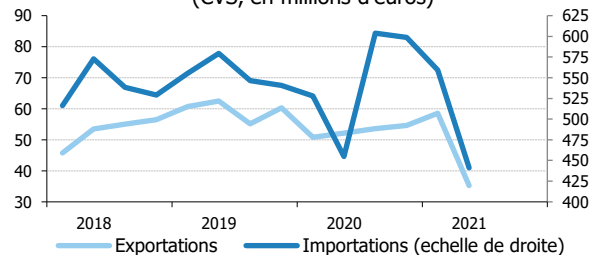
Source : Douanes

Solde d'opinions des prévisions
d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs de biens,
hors produits pétroliers
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

La conjoncture sectorielle

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité économique sectorielle de la Martinique semble s'améliorer au deuxième trimestre 2021 pour une majorité de secteurs, à l'exception du commerce et des services aux entreprises. Les soldes de gestion (trésorerie, charges d'exploitation et délais de paiement) se redressent, à l'instar des soldes de prix et d'effectifs.

Les dirigeants du **secteur primaire et industrie agroalimentaire** constatent un redressement de l'activité à fin juin. Selon leurs déclarations, le climat d'affaires s'améliore et l'accélération du recouvrement des créances client permet d'assainir la trésorerie.

Dans le détail, l'activité de l'industrie agroalimentaire progresse, notamment grâce à la production de rhum (+41,2 %, CVS) et à sa commercialisation sur le marché local (+6,4 %, CVS). En revanche, le secteur agricole affiche des niveaux de production en baisse en lien avec les mauvaises conditions climatiques. Les expéditions de bananes diminuent (-3,8 %, CVS). Côté élevage, les abattages sont en recul tant pour la viande bovine (-1,5 %, CVS) que porcine (-11,5 %, CVS).

Au sein du secteur du **BTP**, les professionnels relèvent également un redressement global de l'activité. Il se traduit par la hausse des ventes de ciment en sac (+1,6 %, CVS), qui reflètent le dynamisme des petits chantiers, des importations d'éléments en métal pour la construction (+5,5 %, CVS) et des livraisons de logements neufs (dont les attestations de conformité électrique délivrées augmentent de 9,0 % après +33,0 % au premier trimestre, CVS). Toutefois, les ventes en vrac (-1,8 %) qui illustrent l'évolution des grands chantiers structurants, sont en baisse.

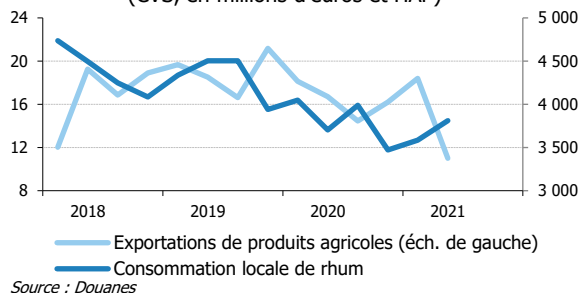
Les représentants du **secteur de l'industrie** (hors industrie agroalimentaire) déclarent une activité en très légère expansion au deuxième trimestre. Dans ce contexte, les professionnels font face à des difficultés de trésorerie, un allongement des délais de paiement et une dégradation des charges d'exploitation. Ils indiquent relever leur prix et réduire leurs effectifs comme leur projets d'investissement. Les ventes de fioul, indicateur du niveau d'activité industrielle, sont en baisse (-6,7 %, CVS).

Dans le secteur **tourisme**, les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture indiquent une amélioration de l'activité, malgré le contexte. Celle-ci se traduit par une hausse des flux de passagers à l'aéroport (+30,7 %, CVS) sur le trimestre. Les mesures de soutien à l'économie et la mobilisation des entreprises favorisent le retour à l'équilibre de la trésorerie et la maîtrise des charges d'exploitation. En effet, 45,5 % des entreprises interrogées ont recours aux aides publiques (report ou annulation d'échéances sociales ou fiscales, Prêt Garanti par l'État (PGE), autre). En parallèle, elles mettent en place des mesures spécifiques auprès de leurs fournisseurs et de leurs clients (36,4 % des entreprises allongent les délais de règlement fournisseurs et 45,5 % accélèrent le recouvrement des créances clients). Sur le front de l'emploi, les effectifs sont préservés grâce au chômage partiel (l'ensemble des entreprises interrogées déclarent avoir recours au chômage partiel), au télétravail (45,5 % des entreprises interrogées) et à la prise de congé annuel (81,8 % des entreprises interrogées). Toutefois, le risque de défaillance (quatre entrepreneurs sur dix craignent une défaillance de leur entreprise dans les douze prochains mois) et les baisses répétées de chiffre d'affaires (36,4 % des entreprises interrogées déclarent une baisse de chiffre d'affaires entre le T1 et le T2 2021 et entre le T2 2021 et le T2 2020) incitent à la prudence et au report des projets d'investissement.

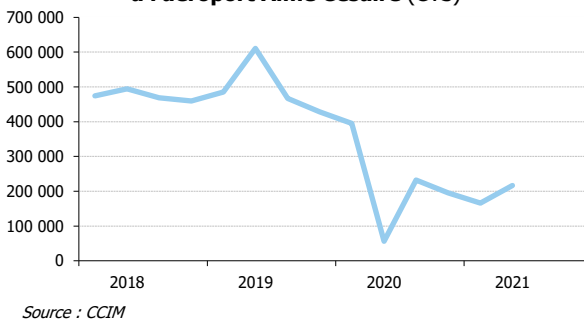
Dans le secteur du **commerce** la situation est moins favorable et très contrastée. L'activité du secteur est différenciée, selon que les commerces sont restés ouverts ou non durant la période de confinement. Dans l'ensemble, le volume d'activité est en recul. Les commerçants déclarent une baisse des charges d'exploitation mais une dégradation de la trésorerie. Parallèlement, ils signalent une forte hausse de prix et une hausse des effectifs. 57,9 % des entreprises du secteur déclarent une hausse du chiffre d'affaires au deuxième trimestre par rapport à la même période l'année dernière.

Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** déclarent faire face à une certaine inertie de l'activité. Pour autant, l'ensemble des soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) sont en nette amélioration. 88,9 % des entreprises appartenant à ce secteur déclarent ainsi réaliser un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui du deuxième trimestre 2020. Les entrepreneurs peinent à remplir les carnets de commandes. Ils déclarent des effectifs stables et des reports d'investissement.

Indicateurs des secteurs primaire et agroalimentaire (CVS, en millions d'euros et HAP)



Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



La conjoncture régionale et internationale

UNE REPRISE CONDITIONNÉE À LA PANDEMIE DE COVID-19

La **Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes** (CEPALC) a révisé à la hausse l'estimation de croissance de la région pour 2021 à +5,2 %. Ce chiffre traduit un rebond, après la forte contraction (-6,8 %) enregistrée en 2020 au plus fort de la pandémie de COVID-19. Toutefois, selon le [rapport spécial de la CEPALC](#), ce rebond n'apparaît pas comme soutenable à moyen terme, car les impacts sociaux de la crise et les problèmes structurels dans la région ont continué à s'aggraver cette année. Selon les nouvelles projections de la CEPALC, les pays de la zone connaîtraient ainsi une croissance de 2,9 % en moyenne en 2022, soit un ralentissement significatif par rapport à 2021.

Pour autant, les perspectives du commerce extérieur sont plus favorables, au regard de la hausse attendue des exportations régionales à fin 2021 (+22 %, après -10 % en 2020), en lien avec le renforcement de l'activité économique dans la région, la hausse des prix des matières premières et la reprise de la demande en Chine, aux États-Unis et en Europe (Union européenne). Pour la période de janvier à avril 2021, la valeur du commerce intra régional a augmenté de 19 % par rapport à la même période en 2020, soit une hausse proche de celle de 2019.

Depuis le début de l'éruption de la Soufrière le 9 avril 2021, **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** fait face au déséquilibre de sa balance des paiements et à une crise humanitaire, amplifiés par le contexte de la pandémie de COVID-19. Le FMI estime que la croissance s'est contractée de 3,8 % en 2020, en lien avec l'effondrement de l'activité touristique (-70 %). Avant l'éruption, l'institution estimait que l'activité serait stable en 2021, malgré l'absence de reprise de l'activité touristique et la poursuite de la pandémie de COVID-19. Suite à l'éruption et face aux lourds dommages infligés aux infrastructures du pays (et dont le coût dépasserait 20 % du PIB), le FMI estime désormais que l'activité se contracterait de 6,1 % cette année.

Après la forte baisse enregistrée en 2020, les données préliminaires suggèrent qu'une reprise économique est à l'œuvre à **Barbade**, essentiellement portée par le secteur non marchand. L'activité a ainsi progressé d'environ 5,5 % au cours du deuxième trimestre, reflétant l'assouplissement progressif des restrictions de déplacement et l'augmentation des dépenses du secteur privé national par rapport à l'année dernière, alors que le pays était en confinement pendant une bonne partie du trimestre. Cependant, cette croissance modérée ne suffirait pas à compenser la très faible performance du secteur du tourisme au premier trimestre. Les indicateurs avancés suggèrent que l'activité pour le premier semestre de l'année sera inférieure de 9,0 % à celle de la même période en 2020. Selon la *Review of Barbados' Economic Performance* (de la banque centrale barbadienne), le développement de l'économie de **Barbade** est encore trop contraint par la persistance de la pandémie de COVID-19. L'incertitude créée par les restrictions de voyage à l'international, l'incidence élevée des cas de COVID-19 sur l'île et dans les principaux marchés émetteurs de touristes et la « pause nationale »¹ en février ont contribué à freiner la reprise économique. Par ailleurs, les récentes chutes de cendres en provenance du volcan de la Soufrière et le passage de l'ouragan Elsa ont démontré la vulnérabilité de l'île aux aléas climatiques et entraîné des dépenses supplémentaires.

Sources : CEPALC, Press releases, *Growth in Latin America and the Caribbean in 2021 Will Not Manage to Reverse the Adverse Effects of the Pandemic - IMF, Staff country report - Central Bank of Barbados, Review of Barbados' Economic Performance*

¹ Du 3 au 17 février 2021, le gouvernement barbadien a mis en place un couvre-feu et des mesures de restrictions de déplacement. Ces mesures ont été prolongées jusqu'au 28 février.

UNE REPRISE MONDIALE INÉGALE D'UNE REGION À L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à +6,0 % en 2021, selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec, toutefois, d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la zone euro, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au Japon, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.